

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 01 AVRIL 2015

L'an DEUX MILLE QUINZE

Le mercredi 1^{er} avril à 20 heures 30

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session **ordinaire**

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 25 mars 2015

PRESENTS : (11) Mmes ANCELOT Odette, BAUDE Stéphanie, BELLUE Marie-Claude, BILLIER Michèle, PICQ Murielle, VIRUMBRALES Géraldine, MM. BERNY François, CADUSSEAU Bruno, COUSTAL Christian, DEBET Daniel, GRIMEE Bernard.

ABSENTS EXCUSES : (5) Madame BERLEMONT Valérie a donné pouvoir à Monsieur DEBET Daniel, Monsieur BERLINGER Thomas a donné pouvoir à Monsieur GRIMEE Bernard, Madame GABISON Martine a donné pouvoir à Monsieur COUSTAL Christian, Monsieur MACEIRA Jean-Marie a donné pouvoir à Madame BELLUE Marie-Claude, Monsieur MOULIN Emmanuel a donné pouvoir à Madame ANCELOT Odette.

ABSENTS : (3) Mesdames CHAMBOUNAUD Valérie, FIORAZZO Irène, Monsieur GOUDONNET Éric.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme VIRUMBRALES Géraldine

ORDRE DU JOUR :

Madame PICQ demande au Conseil Municipal que soit rajouté à l'ordre du jour deux délibérations :

- *Modification de la commission consultative en charge du VOX*
- *Révision de la commission « Communication »*

➤ **FINANCES/PERSONNEL**

- Vote du taux des taxes 2015 ;
- Vote des budgets annexes 2015 « Transport Scolaire » et « Assainissement Collectif » ;
- Vote du budget principal 2015 ;
- Renouvellement de deux contrats aidés d'adjoints techniques à temps non complet (20h/35èmes) ;
- Validation du projet de programmation de la Défense des Forêts Contre l'Incendie ;

➤ **CENTRE DE SOINS**

- Avenants au marché des lots n° 4, n° 5, n° 7 et n° 11 ;
- Raccordement ERDF ;

➤ **URBANISME**

- Lancement de la procédure adaptée pour élaborer l'Agenda D'Accessibilité Programmée (l'AD'AP) ;

➤ **AUTRES POINTS**

- Retrait de la commune de VIRSAC du Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais ;
- Adhésion à un groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique ;
- Proposition de délibération commune d'accueil d'un lycée sur le territoire de Saint-Savin ;
- Vente d'une parcelle de terrain à la SARL BEAU.

➤ **QUESTIONS DIVERSES**

**INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE
L 2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Numéro	Objet
D 2015-039	Arrêté portant avancement d'échelon de Régine BENASSI
D 2015-040	Arrêté portant avancement d'échelon de Marlène COUDRET
D 2015-041	Arrêté portant avancement d'échelon de Valérie CARO
D 2015-042	Arrêté portant avancement d'échelon de Nathalie DEVAUTOUR
D 2015-043	Arrêté portant avancement d'échelon de Véronique FILLON
D 2015-044	Arrêté portant avancement d'échelon de Marie GIBEAUD
D 2015-045	Arrêté portant avancement d'échelon de Sonia LEPAS
D 2015-046	Arrêté portant avancement d'échelon de Stéphanie MOHEDANO
D 2015-047	Arrêté portant avancement d'échelon de Daniel NAU
D 2015-048	Arrêté portant avancement d'échelon de Véronique PAGE
D 2015-049	Arrêté portant avancement d'échelon de Philippe VIVIEN
D 2015-050	Arrêté réglementant l'implantation de poteaux électriques provisoires « Rue de la Gare » et « Avenue Pierre Dupuy »
D 2015-051	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement Jean-François LAPEYRE
D 2015-052	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit « Rabut »
D 2015-053	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement Céline RASPAIL
D 2015-054	Arrêté réglementant la circulation sur la VC n° 207 pendant les travaux d'élague sur les parcelles ZR 27 et ZR 28 appartenant à Mme Odette ANCELOT
D 2015-055	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement sur la « rue du 19 mars »
D 2015-056	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement Céline RASPAIL
D 2015-057	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement « rue de la Gare »
D 2015-058	Arrêté réglementant la circulation sur la VC 207 pendant les travaux d'élague sur la parcelle ZM 64 appartenant à M. et Mme DUHARD
D 2015-059	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement Céline RASPAIL
D 2015-060	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité signé avec Mme Céline RASPAIL pour palier au remplacement d'un agent de droit privé
D 2015-061	Contrat à durée déterminée pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité signé avec Mme Céline RASPAIL pour assurer l'accueil de

	classe des enfants de la maternelle
D 2015-062	Acte d'engagement signé avec la SARL AxeSIG pour la réalisation du PAVE
D 2015-063	Contrat signé avec la SMACL pour assurer la flotte automobile pour une durée d'un an pour un coût de 3 131,09 €
D 2015-064	Signature de la convention de mise à disposition d'un terrain à titre gratuit avec Monsieur ROSON
D 2015-065	Signature de la convention avec la CCE pour la gestion des cours d'eau

20150401-01

OBJET : VOTE DU TAUX DES TAXES 2015

La commission « Finances, Gestion du personnel » réunie les 18 et 26 mars propose d'augmenter de 1 % le taux des taxes 2015.

Après discussion, le Conseil Municipal décide de fixer comme suit les taux des taxes 2015 :

- Taxe d'habitation : 11,79 % (11,67 % en 2014)
- Taxe foncière (bâti) : 15,87 % (15,71 % en 2014)
- Taxe foncière (non bâti) : 50,46 % (49,96 % en 2014)

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

20150401-02

OBJET : VOTE DU BUDGET ANNEXE « TRANSPORT SCOLAIRE» 2015

Sonia LEPAS donne lecture du projet de budget 2015.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, et sur proposition de la commission des finances, vote le budget annexe « Transport Scolaire » 2015 qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

Libellé	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	10 868,00 €	10 868,00 €
Section d'investissement	4 657,00 €	4 657,00 €
TOTAL	15 525,00 €	15 525,00 €

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

20150401-03

OBJET : VOTE DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT COLLECTIF» 2015

Sonia LEPAS donne lecture du projet de budget 2015.

Monsieur COUSTAL demande à quelle échéance se termine les emprunts en cours.

Madame BAUDE répond qu'il reste encore 15 ans.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, et sur proposition de la commission des finances, vote le budget annexe « Assainissement Collectif » 2015 qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

Libellé	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	198 713,00 €	198 713,00 €
Section d'investissement	273 161,00 €	273 161,00 €
TOTAL	471 874,00 €	471 874,00 €

VOTE : Pour : 16

Contre : 0

Abstention : 0

20150401-04

OBJET : VOTE DU BUDGET PRINCIPAL 2015

Sonia LEPAS donne lecture de la proposition du groupe de travail et de la commission « Finances, Gestion du Personnel » des subventions allouées en 2015 aux associations.

Monsieur COUSTAL indique qu'il ne cautionne pas le montant attribué aux associations. Il estime que les associations ne doivent pas subir la baisse des dotations de l'Etat et que la commune devrait diminuer d'autres postes que celui alloué aux associations.

Madame PICQ explique que le groupe de travail a tenu compte des dépenses, des bilans des associations et des animations proposées sur la commune mais aussi du prêt de matériel, main d'œuvre et l'investissement de la commune pour attribuer au plus juste une subvention à chaque association.

La commune souhaite faire également un effort financier au niveau culturel et a inscrit une enveloppe prévisionnelle de 5 000 €.

Elle précise également que 23 000 € ont été inscrits au budget prévisionnel, soit une réserve de 2 610 € pour une aide ponctuelle à une association ou pour la création d'une nouvelle en cours d'année.

Sonia LEPAS donne lecture du projet de budget 2015.

Monsieur COUSTAL demande où sont affectés les 7 agents en contrats aidés.

Madame PICQ répond que 2 sont affectés au service technique, 1 au secrétariat de mairie et les 4 autres sont affectés à la garderie, à l'entretien des locaux et au restaurant scolaire.

Monsieur CADUSSEAU demande pourquoi l'article 70876 n'est provisionné que de 31 400 € alors que le CA présente une recette de 65 342,60 €.

Madame PICQ précise que la baisse est due à l'arrêt au 1^{er} janvier 2015 de la préparation et du transport des repas à la crèche de Cavignac. Sont donc uniquement prévu sur cet article 70876 les repas préparés pour l'ALSH qui ne fonctionne que les mercredis et les vacances scolaires.

Monsieur COUSTAL demande quelle est cette salle inscrite à une nouvelle opération « Salle des Associations».

Monsieur DEBET répond qu'il s'agit de l'ancienne salle de la Protection Civile qui se trouve à côté de la salle Courade.

Monsieur COUSTAL demande comment la commune perçoit les fonds de la DETR dans le cadre de la construction du Centre de Soins.

Sonia LEPAS explique que la commune peut solliciter des acomptes au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à hauteur de 80 % de la subvention allouée par l'Etat. Le solde sera versé à la réception des travaux.

Madame BAUDE rappelle que les emprunts ont été débloqués en totalité en août 2014.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, et sur proposition de la commission des finances, vote le budget principal 2015 qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

Libellé	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	1 938 266,00 €	1 938 266,00 €
Section d'investissement	1 678 929,00 €	1 678 929,00 €
TOTAL	3 617 195,00 €	3 617 195,00 €

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstentions : 2 (M.COUSTAL, Mme GABISON)

20150401-05

OBJET : RENOUVELLEMENT DE DEUX POSTES D'ADJOINTS TECHNIQUES A 20H/35èmes en CUI

Madame PICQ précise qu'il s'agit des contrats de Jean-Jacques SARRAZIN et d'Anthony PIGNON qui donnent entière satisfaction dans les tâches qui leur sont confiées. L'un est en charge des travaux de peinture et l'autre affecté au jardinage.

Monsieur CADUSSEAU demande si les conditions de renouvellement sont les mêmes que lors des contrats initiaux.

Madame PICQ répond qu'effectivement l'aide de l'Etat reste à hauteur de 85 % du salaire brut.

Madame BELLUE demande combien de fois le contrat peut être renouvelé.

Madame PICQ précise une seule fois pour un contrat initial d'un an. Une personne peut bénéficier maximum d'un CUI de 24 mois.

Monsieur CADUSSEAU demande si les agents sont d'accord pour poursuivre.

Madame PICQ répond qu'ils sont favorables. Leur emploi du temps sera peut-être revu.

Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de renouveler les contrats aidés d'adjoints techniques, à temps non complet à raison de 20 heures/35èmes, affectés au service technique.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code du Travail, articles L.5134-19-1, L.5134-20 et L.5134-65 du code du travail ;

Vu le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion ;

Vu la note DGEFP n° 2015-02 du 29 janvier 2015 relative à la programmation des contrats uniques d'insertion et emplois d'avenir au premier semestre 2015 ;

Vu la délibération du 7 mai 2014 créant les deux postes d'adjoints techniques ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- De renouveler les contrats aidés à temps non complet à raison de 20h/35èmes d'adjoints techniques pour une période d'un an à compter du 1^{er} juin 2015 ;
- Autorise le Maire à signer les contrats uniques d'insertion correspondants avec les agents et l'Etat.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

OBJET : VALIDATION DU PROJET DE PROGRAMMATION DE LA DEFENSE DES FORETS CONTRE L'INCENDIE (DFCI)

Madame PICQ informe qu'elle a rencontré Monsieur SENSTIER, de la DFCI qui lui a présenté le projet pour refaire la piste forestière n° 5 car les travaux sont actuellement subventionnés à hauteur de 80 % par la DFCI départementale.

Elle explique que les travaux seront payés par la DFCI et que la commune devrait avoir à sa charge 31 331,36€ mais la DFCI locale pourrait financer encore 10 000€ donc reste à charge 21 331,36€. »

Madame BELLUE demande s'il est prévu de limiter la vitesse.

Madame PICQ répond que des ralentisseurs sont prévus ainsi que des fermetures ponctuelles si nécessaire (travaux, intempéries, etc...).

Monsieur CADUSSEAU demande qui se charge de faire les demandes de subvention.

Madame PICQ répond que c'est la DFCI qui s'en occupe.

Monsieur CADUSSEAU pense qu'il serait préférable de modifier le projet de délibération en précisant qu'il y aura des ralentisseurs et des panneaux de limitation de vitesse.

Madame BELLUE approuve.

Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :

Madame le Maire expose la proposition de programmation de la DFCI concernant l'empierrement, la création de fossés, le busage, les ralentisseurs et les panneaux de limitation de vitesse de la piste forestière n° 5 du « Terrier des Cabanes » au « Jard de Bourdillas » d'une longueur de 3,5 km.

Le plan de financement est le suivant :

Dépenses :

- Coût des travaux HT :	96 885,50 €
- Maîtrise d'œuvre :	5 664,28 €
Coût total de l'opération HT :	102 549,78 €
Soit TTC :	113 371,18 €
(TVA à 10 % sur les travaux et à 20 % sur les honoraires)	

Recettes :

- Subvention de l'Etat :	38 558,71 €
- Subvention de l'UE :	43 481,10 €
- Participation DFCI :	10 000,00 €
- Participation de la commune :	21 331,36 €
Coût total des recettes TTC :	113 371,17 €

La commission « Finances, Gestion du personnel » a émis un avis favorable.

Après discussion, le conseil municipal valide/ne valide pas la proposition de la DFCI et inscrit la dépense de la commune au budget 2015, à l'article 2151 « Installation de Voirie » à l'opération 10001 « Travaux de voirie ».

VOTE : Pour : 16

Contre : 0

Abstention : 0

20150401-07

OBJET : CONSTRUCTION DU CENTRE DE SOINS - AVENANT N° 1 AVEC LA SARL SOPEIM POUR LE LOT N° 4 « MENUISERIE ALU »

Madame le Maire rappelle le marché signé avec la SARL SOPEIM pour le lot n° 4 « Menuiserie alu » en date du 21 juillet 2014 dans le cadre de la construction du Centre de Soins pour un coût HT de 86 056,00 €.

Sur la demande des professionnels de santé, la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 18 mars, propose l'avenant en moins-value de 1 086,00 € HT suivant :

- Les portes vitrées donnant sur les différentes salles d'attente doivent être traitées en vitrage opalescent ;
- Suite au calcul RT 2012 du bâtiment, il s'avère que les vitrages de contrôle solaire pénalisent le calcul. Il a été décidé de les supprimer en maintenant un vitrage peu émissif en double-vitrage feuilleté deux faces avec vide gaz rare.

Le nouveau montant du marché pour le lot n° 4 « Menuiserie alu » s'élève à 84 970,00 € HT.

Le Conseil Municipal accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à signer l'avenant n° 1 correspondant avec la SARL SOPEIM.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

20150401-08

OBJET : CONSTRUCTION DU CENTRE DE SOINS - AVENANT N° 1 AVEC LES ATELIERS DUPHIL POUR LE LOT N° 5 « MENUISERIE BOIS »

Madame le Maire rappelle le marché signé avec LES ATELIERS DUPHIL pour le lot n° 5 « Menuiserie bois » en date du 21 juillet 2014 dans le cadre de la construction du Centre de Soins pour un coût HT de 70 243,66 €.

Sur la demande des professionnels de santé, la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 18 mars, propose l'avenant en plus-value de 1 257,07 € HT suivant :

- Suppression des châssis vitrés entre son secrétariat et l'accueil pour le local de la cardiologue soit une moins-value 743,22 € ;
- Suppression de la trappe coupe-feu suite au déplacement de la ventilation dans le plénum de la circulation pour le local de la podologue soit une moins-value de 384,31 € ;
- Modification dans le mobilier pour le local de la podologue, soit une plus-value de 2 384,60 €.

Le nouveau montant du marché pour le lot n° 5 « Menuiserie bois » s'élève à 71 500,73 € HT.

Le Conseil Municipal accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à signer l'avenant n° 1 correspondant avec LES ATELIERS DUPHIL.

Madame ANCELOT demande si le mobilier nous incombe.

Madame PICQ explique que le mobilier a été validé pour l'ensemble des professionnels de santé. La podologue a besoin d'un meuble d'angle spécifique avec tiroirs à la place du meuble inscrit dans le marché. Le prix est différent d'où une plus-value et une moins-value.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

20150401-09

OBJET : CONSTRUCTION DU CENTRE DE SOINS - AVENANT N° 2 AVEC LA SARL ADEN ENERGIE POUR LE LOT N° 7 « ELECTRICITE – COURANTS FORTS & FAIBLES »

Madame le Maire rappelle le marché signé avec la SARL ADEN ENERGIE pour le lot n° 7 « Electricité – Courants faibles & Forts » en date du 21 juillet 2014 dans le cadre de la construction du Centre de Soins pour un coût HT de 81 276,29 €.

Sur la demande des professionnels de santé, la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 18 mars, propose l'avenant en plus-value de 1 879,80 € HT suivant :

- Eclairage au-dessus de l'espace d'examens des locaux des médecins et cardiologues soit sur variateur.

Madame le Maire rappelle qu'un premier avenant a été signé d'un montant de 6 637,50 € HT.

Le nouveau montant du marché pour le lot n° 7 « Electricité – Courants faibles & Forts » s'élève à 89 793,59 € HT.

Le Conseil Municipal accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à signer l'avenant n° 2 correspondant avec la SARL ADEN ENERGIE.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

20150401-10

OBJET : CONSTRUCTION DU CENTRE DE SOINS - AVENANT N° 1 AVEC LA SARL TP33 POUR LE LOT N° 11 « VRD »

Madame le Maire rappelle le marché signé avec la SARL TP33 pour le lot n° 11 « VRD » en date du 21 juillet 2014 dans le cadre de la construction du Centre de Soins pour un coût HT de 133 639,54 €.

Sur proposition de Madame le Maire, compte tenu de l'étude en cours sur les déplacements PMR (Personnes à Mobilité Réduite), la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 18 mars, propose l'avenant en plus-value de 2 426,46 € HT suivant :

- Création d'une continuité du cheminement piéton PMR entre les places de stationnements handicapés, situés à l'entrée du Centre de Soins, jusqu'à la traversée d'accès à la pharmacie.

Le nouveau montant du marché pour le lot n° 11 « VRD » s'élève à 136 066,00 € HT.

Le Conseil Municipal accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à signer l'avenant n° 1 correspondant avec la SARL TP33.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150401-11

OBJET : RACCORDEMENT ERDF DU CENTRE DE SOINS

Madame PICQ explique qu'ERDF a été contacté pour procéder au raccordement électrique du Centre de Soins, mais pour des réalisations spécifiques c'est le SDEEG qui interviendra.

Madame ANCELOT s'étonne que personne n'ait pensé au raccordement.

Madame PICQ répond que le raccordement n'est pas inclus dans le marché mais que la dépense a été budgétisée.

Monsieur DEBET explique que le transformateur actuel n'est pas assez puissant, il convient donc de rajouter un poste supplémentaire à l'intérieur du transformateur pour raccorder le Centre de Soins.
Madame PICQ précise que d'autres dépenses sont prévues, tels que le raccordement téléphonique, le branchement à l'assainissement collectif... mais que l'enveloppe n'est pas dépassée.
Monsieur COUSTAL précise que depuis qu'il est élu, il a rarement vu un marché public sans avenant.

La commission « Finances – Gestion du personnel », réunie le 18 mars, propose au conseil municipal de valider le raccordement du centre de soins à ERDF.

Le SDEEG a chiffré le coût :

- Travaux HT : 26 398,27 €
- Subvention SDEEG : 19 554,27 €

La participation de la commune s'élève à 6 844,00 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise Madame le Maire à signer le devis correspondant et à inscrire la dépense au budget, en section d'investissement, à l'opération 27 « Centre de Soins ».

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

201540401-12

OBJET : LANCEMENT DE LA PROCEDURE ADAPTEE POUR ELABORER L'AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (L'AD'AP)

Madame PICQ rappelle l'obligation des communes de réaliser leur agenda d'accessibilité programmée pour le 27 septembre 2015. Elle informe qu'une étude a été faite par le CAUE en 2013 pour les locaux de la mairie, de la bibliothèque et pour les groupes scolaires.
Elle propose que l'AMG accompagne les élus pour établir le cahier des charges.

Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :

L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées vient compléter et ajuster la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

L'agenda d'accessibilité programmée est un dispositif obligatoire pour les propriétaires et exploitants d'un ou plusieurs établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public, qui doit permettre aux acteurs qui ne sont pas en conformité avec les règles d'accessibilité posées par la loi de 2005, de s'engager dans un calendrier précis.

Le projet d'Ad'AP doit être déposé au préfet du département au plus tard le 27 septembre 2015.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- Décide l'engagement de la démarche d'élaboration de l'Ad'AP telle qu'elle vient d'être exposée,
- Autorise Madame le Maire à lancer la consultation et à signer l'acte d'engagement avec l'entreprise qui sera retenu par la commission d'ouverture des plis,
- Approuve la création d'une commission d'ouverture des plis :

Mesdames Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES,
Messieurs François BERNY, Daniel DEBET, Emmanuel MOULIN.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150401-13

OBJET : SYNDICAT DE GESTION DES BASSINS VERSANTS DU MORON ET BLAYAIS-RETRAIT DE LA COMMUNE DE VIRSAC

Le Comité Syndical en date du 19 janvier 2015, à l'unanimité des membres présents, a accepté le retrait de la commune de Virsac du Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et Blayais.

Dans le cadre du processus de retrait d'une commune du Syndicat Intercommunal, les autres communes adhérentes doivent émettre un avis.

Le Conseil Municipal accepte le retrait de la commune de VIRSAC du Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et Blayais.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

Madame BELLUE informe que le conseil municipal sera de nouveau appelé à délibérer pour le retrait de deux autres communes, suite au dernier conseil syndical du Syndicat de gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais. L'ensemble des délégués au syndicat s'est prononcé favorablement pour le retrait des communes et elle ne voit pas pourquoi une commune voterait contre.

N° 20150401-14

OBJET : ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR L'ACHAT D'ENERGIES, DE FOURNITURES ET DE SERVICES EN MATIERE D'EFFICACITE ET D'EXPLOITATION ENERGETIQUE

Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :

Vu la directive européenne n° 2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité ;

Vu la directive européenne n° 2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des marchés publics, notamment son article 8 ;

Considérant que la commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE a des besoins en matière d'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique ;

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix ;

Considérant que les Syndicats Départementaux d'Energies (SDE24, SYDEC, SDEEG, SDEE47 et SDEPA) s'unissent pour constituer un groupement de commande, avec des personnes morales de droit public et de droit privé, pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique ;

Considérant que le groupement est constitué pour une durée illimitée ;

Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitifs, il sera passé des marchés ou des accords-cadres ;

Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) sera le coordonnateur du groupement ;

Considérant que ce groupement présente un intérêt pour la commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE au regard de ses propres besoins ;

Sur proposition de la commission des « Finances - Gestion du personnel » et après avoir entendu son exposé, le Conseil Municipal décide, après en avoir délibéré :

- L'adhésion de la commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE au groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique pour une durée illimitée ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer l'acte constitutif du groupement joint en annexe et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire à faire acte de candidature aux marchés d'énergies (électricité, gaz naturel, fioul, propane, bois...) proposés par le groupement suivant les besoins de la collectivité ;
- D'autoriser les syndicats Départementaux d'Energies, cités précédemment, à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives à différents points de livraison ;
- D'approuver la répercussion de la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement directement sur le(s) titulaire(s) des marchés d'énergies conformément aux modalités de calcul de l'article 7 de l'acte constitutif ;
- De s'engager à exécuter, avec la ou les entreprise(s) retenue(s) les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE est partie prenante ;
- De s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget.

Madame PICQ propose d'adhérer au groupement de commande afin de () bénéficier de tarifs plus avantageux et éviter à la commune de lancer son propre marché.

Madame BELLUE et Monsieur COUSTAL pensaient que le groupement de commande n'était destiné qu'à l'achat d'énergie.

Madame PICQ précise que la commune n'est pas obligée de se joindre au marché qui sera lancé pour les fournitures et services énergétiques.

Monsieur COUSTAL demande le montant à partir duquel il convient de lancer un appel d'offres.

Madame PICQ répond 15 000 € HT.

Monsieur CADUSSEAU demande des explications sur la phrase « D'approuver la répercussion de la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement directement sur le(s) titulaire(s) des marchés d'énergies conformément aux modalités de calcul de l'article 7 de l'acte constitutif ».

Madame PICQ donne lecture de l'article concerné. 5 syndicats départementaux travaillent ensemble pour le groupement de marchés. Pour notre territoire, c'est le SDEEG.

La commune ne fait acte de candidature que si elle est intéressée.

VOTE : Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 6 (Christian COUSTAL, Martine GABISON, Odette ANCELOT, Emmanuel MOULIN, Marie-Claude BELLUE, Jean-Marie MACEIRA)

N° 20150401-15

OBJET : PROPOSITION D'UNE DELIBERATION COMMUNE « ACCUEIL D'UN LYCEE SUR LE TERRITOIRE DE SAINT-SAVIN

Madame PICQ propose de prendre la délibération commune d'accueil d'un lycée sur le canton de Saint-Savin, proposée par le Président de la CDC de Saint-Savin. Elle en donne lecture :

Le canton Nord Gironde, issu de la fusion des cantons de Saint-Savin et Saint-André-de-Cubzac au 1^{er} janvier 2015, compte 43 384 habitants (recensement 2010), soit plus de la moitié de l'ensemble des habitants de la Haute Gironde, et forme l'espace le plus dynamique d'un point de vue démographique de la Haute Gironde. Son positionnement géographique en fait un territoire péri-urbain, aisément accessible

depuis la Métropole Bordelaise. Il fait preuve d'une forte attractivité pour les résidents de cet espace urbain, souhaitant accéder à la propriété ; aussi le « profil type » des nouveaux arrivants peut être décrit comme étant un jeune couple avec enfant(s) en bas âge. Ce phénomène induit un accroissement de la population sur ce nouveau canton, de l'ordre de + 37% en 20 ans (+ 11 702 habitants), avec une hausse particulièrement importante ces 10 dernières années (+ 26% contre + 7% la décennie précédente).

Concernant l'offre d'équipement scolaire, au niveau secondaire, les enfants sont accueillis au sein de trois collèges publics. Ces derniers totalisent un effectif de 2 300 collégiens avec deux collèges presque saturés ; le collège Val de Saye à Saint-Yzan-de-Soudiac (734 élèves en septembre 2014) a été restructuré pour faire face à des effectifs en hausse et inauguré le 6 mars dernier.

En outre, la Haute Gironde compte 3 lycées, 1 à Saint André de Cubzac qui propose un enseignement général, technologique et professionnel et 2 à Blaye dont un professionnel et le dernier dispensant un enseignement général et technologique. A eux 3, ils accueillent 2 237 lycéens (chiffre rentrée scolaire 2014, prévision à la hausse pour la rentrée de 2015), alors que le territoire de Haute Gironde compte 4 584 jeunes de 15 à 19 ans, dont 52% résident sur le canton Nord Gironde. De plus, dans les 5 à 10 années à venir, ce sont 5 752 enfants qui seront en âge d'intégrer un lycée, soit 25% de plus que la génération de 14 - 19 ans d'aujourd'hui, la plus forte concentration s'établissant sur la Communauté de Communes du canton de Saint Savin, avec 1 635 enfants actuellement âgés de 5 à 10 ans.

La répartition des lycéens issus du territoire de la communauté de communes du canton de Saint-Savin s'établit comme suit, témoignant d'une réelle dispersion ne favorisant pas la poursuite de leur scolarisation :

- Lycée d'enseignement général et technologique Jaufré RUDEL à Blaye : 214 élèves
- Lycée d'enseignement professionnel de l'Estuaire à Blaye : 112 élèves
- Lycée Philippe COUSTEAU de Saint André de Cubzac : 200 élèves

Il convient de souligner que l'effectif des enfants de 0-14 ans de la communauté des communes du canton de Saint Savin représente le double de celui constaté sur chacun des territoires voisins de la Haute Gironde (Blaye, Bourg et Saint-Ciers-sur-Gironde).

Les temps d'accès en transport collectif s'avèrent longs pour la jeunesse de la communauté de communes, ce facteur n'offrant pas des conditions optimales pour leur scolarité. Les enfants du territoire, en plus de conditions sociales inférieures à la moyenne départementale, cumulent donc des inégalités d'accès aux lycées (durée transport collectif). Cela entraîne donc des disparités importantes en matière d'éducation.

Compte tenu des capacités d'accueil des 3 lycées, tous enseignements confondus, il apparaît clairement un déficit dans les années à venir, et notamment dans l'objectif partagé d'élever le niveau de formation et de qualification de la population du territoire. En effet, sur le canton du Nord Gironde, 31% de la population (non scolarisée) de plus de 15 ans est titulaire d'un BEP ou CAP, ce qui en fait la catégorie la plus importante dans cette catégorie de population ; le second groupe le plus représenté est celui ne possédant aucun diplôme, particulièrement représenté (23% - 16 % en Aquitaine).

Ces données montrent que l'enjeu prégnant que constitue le niveau de formation des 5 752 jeunes qui seront en âge d'intégrer l'enseignement supérieur d'ici 5 à 10 ans. Il semble donc invisable de compter sur les trois établissements que compte la Haute Gironde pour accueillir et former cette future population active.

Est enfin relevée la recomposition des périmètres régionaux en cours, le territoire de la communauté de communes se trouvant dans une situation favorable pour accueillir un lycée supplémentaire, en y incluant les territoires voisins de la Charente-Maritime.

Aussi, le conseil municipal de Saint-Christoly de Blaye fait part de sa volonté forte que soit engagée, dans les meilleurs délais, une démarche de création d'un lycée supplémentaire sur le territoire de la communauté de communes du canton de Saint-Savin, et soutient, de manière pleine et entière, les actions menée par celle-ci pour atteindre cet objectif.

VOTE : Pour : 15 Contre : 0 Abstention : 1 (Christian COUSTAL)

Monsieur COUSTAL trouve que la délibération proposée par la CDC est incomplète. Il manque le Centre de Formation Multimétiers à REIGNAC ainsi que la Maison Familiale Rurale de FREDIGNAC. De plus, il est dit que le temps d'accès en transport collectif des élèves aux lycées est long. Il précise que cela est de la compétence du Conseil Général et que ce dernier doit faire des efforts pour mettre en place plus de moyens afin d'alléger le temps de transport. Il est favorable à la création d'un lycée mais demande s'il y a eu concertation avec les autres CDC autour du canton de Saint-Savin.

Madame PICQ explique que la demande est faite pour la création d'un lycée d'enseignement général, cela n'exclut pas les autres centres de formation.

Monsieur COUSTAL rétorque que cela n'est pas précisé dans la délibération.

Madame PICQ répond aux autres remarques faites par Monsieur COUSTAL, précisant que le transport scolaire s'avère long pour les élèves et que c'est une réalité, le lycée de Blaye est éloigné par rapport aux élèves domiciliés sur le canton de Saint-Savin. D'autre part, elle indique que les autres CDC peuvent faire la même demande, à savoir la création d'un lycée sur leur territoire, sachant que la CDC du Cubzaguais et celle de Blaye en ont déjà un.

Madame BAUDE demande si on a des pistes sur son lieu de construction.

Madame PICQ répond que la demande de construction doit être acceptée par le Conseil Régional avant de se positionner sur une commune.

Monsieur COUSTAL informe qu'il s'abstient parce que la délibération n'est pas suffisamment complète mais il ne s'oppose pas à la création d'un lycée sur le territoire du canton de Saint-Savin.

N° 20150401-16

OBJET : VENTE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN A LA SARL BEAU & FILS

Madame PICQ donne lecture du courrier du 17 mars de la SARL BEAU. L'entreprise doit poser 8 moteurs (clim) en limite de propriété pour son funérarium.

Madame BELLUE s'étonne que la SARL BEAU n'y ait pas pensé avant.

Madame PICQ répond que c'est l'architecte. L'entreprise a besoin d'un accès direct sur son terrain, ce qui n'est pas le cas actuellement, en lui vendant une parcelle complémentaire cela règlera aussi ce problème.

Madame BAUDE informe que cette partie de parcelle est inexploitable pour la commune.

Madame PICQ informe que la commune doit lancer simultanément une enquête publique pour le reste de la place à classer en domaine public et la vente. Il incombe également de borner le terrain afin que soit précisé exactement la surface vendue à la SARL BEAU (environ 280 m² selon les mesures prises par Monsieur DEBET). Monsieur BEAU envisage également d'agrandir son magasin.

Elle informe également que les coffrets des volets roulants inscrits dans le projet doivent être mis à l'intérieur du bâtiment et non à l'extérieur tels qu'ils sont posés.

Monsieur CADUSSEAU demande à quel prix le terrain va être vendu.

Madame PICQ informe que la précédente vente a été faite à 30 € le m². Elle propose de maintenir le prix.

Monsieur CADUSSEAU demande si le reste de la parcelle est constructible.

Madame PICQ répond qu'elle l'est.

Madame le Maire rappelle qu'une partie de la parcelle cadastrée AB 172 au lieudit « Le Bourg » de 610 m² a été vendue à la SARL BEAU & Fils.

Madame le Maire informe d'une nouvelle demande en date du 17 mars 2015 pour l'acquisition d'une bande de terrain supplémentaire en vue d'y placer les moteurs de VMC ou climatisations ou groupes de froid sur les murs extérieurs.

La commission « Finances – Gestion du personnel » a étudié cette demande lors de sa réunion du 18 mars 2015.

Le Conseil Municipal :

- approuve le projet de vente d'une partie complémentaire (environ 280 m²) de la parcelle cadastrée AB 172 à la SARL BEAU & Fils ;
- cette opération ne relève pas du champ d'application de la TVA. Le prix de vente est donc fixé à 30 € le m² net vendeur ;
- décide que l'ensemble des frais afférents à la vente seront à la charge de la SARL BEAU & Fils ;
- autorise le Maire à lancer l'enquête publique correspondante ;
- autorise le Maire à désigner le commissaire enquêteur.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

20150401-17

OBJET : MODIFICATION DE LA COMMISSION EXTRA-MUNICIPALE EN CHARGE DE LA PROGRAMMATION DU VOX

Madame PICQ informe qu'à la réunion des associations Monsieur ROUYER avait émis le souhait de participer à la commission consultative de la programmation du VOX. Il n'était pas venu aux premières réunions mais maintenant il y participe. Il convient donc de régulariser et de le nommer afin qu'il reçoive les convocations.

Madame le Maire rappelle la délibération du 17 décembre 2014 créant la commission extra-municipale en charge de la programmation du VOX.

Suite à la demande de Monsieur Philippe ROUYER, de l'association CHAMANIMA, Madame le Maire propose de le rajouter dans le groupe de travail.

Le Conseil Municipal accepte que soit rajouté Monsieur Philippe ROUYER à la commission consultative de la programmation du VOX.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150401-18

OBJET : REVISION DE LA COMMISSION COMMUNALE « COMMUNICATION »

Madame le Maire rappelle que dans sa séance du 11 avril 2014, le Conseil Municipal a désigné les membres des différentes commissions, modifiées dans sa séance du 7 mai 2014.

Elle informe que Monsieur François BERNY a émis le souhait d'intégrer la commission « Communication ».

Le Conseil Municipal décide :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder à la nomination.
- Désigne en son sein Monsieur François BERNY à la commission précitée.

VOTE : Pour : 16

Contre : 0

Abstention : 0

QUESTIONS DIVERSES

1°) Journée de la propreté

Elle aura lieu le samedi 6 juin.

Madame PICQ informe qu'il conviendra de solliciter les administrés et le conseil municipal enfants.

Monsieur CADUSSEAU indique qu'il y a un dépôt sauvage à l'Ombrière.

Madame ANCELOT interpelle Monsieur DEBET sur la propreté des rues. Elle demande qu'elles soient balayées plus régulièrement.

Monsieur DEBET indique que les agents le font deux fois par semaine.

2°) Etude de l'assainissement

L'étude a révélé que le sol est imperméable.

Les rejets ne sont pas conformes dans le Coffin. Le SATESE a procédé à une visite et n'a pas trouvé où se jetait le Coffin, à priori il ne se jette pas dans le Moron.

Une consultation pour solliciter un cabinet d'études va être lancée.

3°) Réunion intercommunale : présentation du pacte financier

Madame PICQ rappelle que Monsieur ROQUES, Président de la CDC et Monsieur DOMENS, Vice-Président en charge des Finances présenteront au conseil municipal le pacte financier le 22 avril à 20h30.

4°) La prochaine commission « Voirie, urbanisme, accessibilité, assainissement, entretien des bâtiments, entretien du cimetière » aura lieu le 15 avril à 20h30.

5°) Le prochain conseil municipal aura lieu le 13 mai afin d'inscrire à l'ordre du jour la décision du conseil municipal suite à l'enquête publique sur l'exploitation de la carrière par les établissements GRELIER.

Le salon des élus locaux aura lieu les 6 et 7 mai.

6°) Les girouettes seront posées le 19 avril. Il est demandé aux conseillers de penser à installer le support.

7°) Madame PICQ informe que le SMICVAL fermera les déchetteries pour travaux de mise en conformité, du 27 avril au 2 mai 2015 à Saint-Mariens et du 30 mars au 4 avril à Saint-Paul de Blaye.

8°) Madame PICQ informe que les travaux dans la salle des mariages vont pouvoir débuter. Les élus et les agents vont enlever la moquette, lessiver et un administré s'est porté volontaire pour peindre.

Il faut refaire l'électricité et nous attendons l'accord de la DDTM pour la pose des menuiseries.

9°) Lors de la cérémonie du 8 mai, les jeunes électeurs seront conviés afin que leur soit remis le livret du citoyen.

10°) L'inauguration de l'exposition de photos au VOX aura lieu le 30 avril.

La prochaine commission « Culture » se réunira le 16 avril.

11°) Madame PICQ informe que le journal municipal n'est pas distribué à tous les administrés.

Il faut revoir la distribution notamment dans le secteur de la gare.

12°) Monsieur CADUSSEAU rappelle qu'il avait demandé que soit enlevée la cabine téléphonique au lieudit « L'Aiguille ».

Madame PICQ informe qu'elle en parlera à France TELECOM.

13°) Madame BAUDE demande s'il y a des volontaires pour le jury des maisons fleuries qui devrait passer à la mi-juin dans les hameaux.

Le jury est composé de : Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Michèle BILLIER, François BERNY, Géraldine VIRUMBRALES.

La séance est levée à 23h10

La secrétaire de séance,
Géraldine VIRUMBRALES.

Le Maire,
Murielle PICQ.